

Extrait du CADTM

<http://cadtm.org/La-face-cachee-des-institutions>

La face cachée des institutions internationales

Date de mise en ligne : vendredi 5 mai 2006

CADTM

Qu'elle est la différence entre un haut fonctionnaire du FMI et un « assassin financier » ? Deux ouvrages récents nous permettent d'affirmer qu'il n'y en a aucune et nous aident à mieux comprendre le rôle joué par les institutions financières internationales dans le processus de développement. Le premier, *Enemigos. Confessions d'un homme clé du FMI*, est le fruit d'une longue correspondance entre un journaliste argentin, Ernesto Tenembaum [1], et un haut fonctionnaire du FMI, Claudio Loser, argentin lui-même et qui dirigea pendant huit ans le Département de l'hémisphère occidental du FMI et fût de ce fait en première ligne dans la gestion des crises financières ayant touché l'Amérique latine entre 1994 et 2002. Le second, *Les confessions d'un assassin financier*, est l'oeuvre de John Perkins [2] qui, pendant de nombreuses années, a rempli cette fonction d'assassin financier consistant à endetter les pays en développement de façon disproportionnée afin de les asservir, de les inféoder à « l'empire global » voulu et dirigé par les États-Unis.

Dans le premier cas, nous nous trouvons face à un haut fonctionnaire du FMI, « (...) convaincu de la validité des principes économiques [libéraux], qui vont bien au-delà de l'idéologie. Ils sont (...) comme la loi de la gravitation universelle » (Tenembaum, p.267). Fort de ses certitudes, il considère le FMI comme un simple « organisme de prêt » (p.248) qui n'est en aucun cas responsable de l'endettement des pays en développement (p.214). Il est convaincu qu'en cas de crise financière, les prêts du FMI permettent « à un pays de gagner du temps et d'éviter les fuites massives de capitaux, parce que les investisseurs savent qu'il y a de l'argent pour que le pays honore ses obligations, au moins pendant un certain temps » (p.87) alors que les faits se sont pourtant chargés de montrer le contraire [3]. Dans le cadre de l'ajustement structurel, il considère que « techniquement, les baisses de salaire ont un sens » (p.83). On voit ici toute l'arrogance et l'enfermement idéologique qui amènent de brillants esprits à complètement occulter le fait que les politiques décidées peuvent avoir de graves conséquences sur les êtres humains qui les subissent. Cet aveuglement fait qu'on « portait trop d'attention au dogme et pas suffisamment à la manière de procéder. Du moment que les critères idéologiques étaient respectés, plus personne ne se souciait de l'application concrète de ces mesures » (p.57).

Pourtant, poussé dans ses retranchements, Loser concède que le FMI a tendance à minimiser les problèmes (p.44) et les conséquences sociales des mesures qu'il préconisait (p.80), que « le chômage ne constituait pas, en tant que tel, un problème. On imaginait que la croissance allait, à elle seule, pouvoir améliorer tous les secteurs de la société » (p.63), ce qui apparaît rétrospectivement comme un aveu d'échec des politiques inspirées par le consensus de Washington. Il admet que le FMI a pu faire preuve « d'arrogance » (p.81), ce qu'il explique par le fait que « la majeure partie du corps professionnel du FMI est composée d'économistes, une profession dont une très haute proportion s'estime détentrice de la vérité absolue » (p.31).

Mais, lorsque Loser affirme que « le remboursement de la dette n'est pas l'objectif principal d'un plan d'ajustement structurel. L'objectif est que l'État ne constitue plus une charge » (p.52), on ne peut s'empêcher de faire le parallèle avec le livre de Perkins, dans lequel Loser ressemble à cette deuxième génération d'assassins financiers, qui ne sont pas conscient de leur tâche ou qui refusent d'en voir le caractère inique et répugnant. Cet endoctrinement est d'autant plus facile à réaliser que le FMI est organisé, de l'aveu même de Loser, comme « l'ancien parti communiste (...), le Vatican et l'armée » (p.28).

Si Joseph Stiglitz, qui fût économiste en chef à la Banque mondiale, avait déjà montré que les institutions financières internationales oeuvraient au profit d'une minorité dominante [4], si Loser est malgré tout conscient que le FMI, dans bien des cas, s'est substitué à l'armée américaine afin de « stabiliser » certains pays (p.109-110), Perkins détaille la mécanique impérialiste contemporaine. « Dans leur quête d'un empire mondial, les multinationales, les banques et les gouvernements (dénommés collectivement « corporatocratie ») utilisent leur pouvoir financier et politique pour s'assurer que nos écoles, nos entreprises et nos médias soutiennent leur idée fallacieuse et son corollaire. Ils nous ont conduits au point où notre culture globale est devenue une machine monstrueuse qui requiert sans cesse davantage de carburant et d'entretien, tant et si bien qu'elle finira par consumer tout ce qui existe et qu'elle devra ensuite se dévorer elle-même » (Perkins, p.XVI). Le processus est déjà bien avancé et Perkins met en garde contre

ses dérives. « *Quand les hommes et les femmes se voient récompensés pour leur cupidité, celle-ci devient facilement un encouragement à la corruption. Quand la consommation vorace des ressources de la planète est associée à un statut proche de la sainteté, que nous enseignons à nos enfants à imiter des gens qui mènent une vie déséquilibrée et que nous considérons comme normal que de larges secteurs de la population soient asservis à une élite minoritaire, nous ne pouvons que nous attirer des ennuis* » (p.XV). Ces ennuis sont déjà dénoncés depuis une trentaine d'années par les partisans d'un développement soutenable ou par ceux qui appellent à la décroissance. Pourtant, ce système inique continue de gagner du terrain. Perkins considère cependant que la corporatocratie n'est pas une conspiration, mais que ses membres partagent réellement les mêmes valeurs et les mêmes buts. D'ailleurs, « *l'une des fonctions les plus importantes de cette coalition est de perpétuer, d'étendre sans cesse et de renforcer le système. La vie de ceux qui ont « réussi », ainsi que tout leur attirail - leurs maisons, leurs yachts et leurs jets personnels -, nous est présenté comme un modèle nous incitant à consommer sans interruption. On ne manque pas une occasion de nous convaincre qu'acheter des biens est un devoir civique, que le pillage de la planète est bon pour l'économie et qu'il sert donc nos intérêts. Des gens reçoivent un salaire scandaleux pour servir le système. S'ils échouent, des hommes de main moins gentils, les chacals, entrent en jeu. S'ils échouent également, les militaires prennent le relais* » (p.XVI). Les exemples sont malheureusement nombreux de l'activité de ces chacals qui, dans l'ombre, orchestrent des renversements de chefs d'État résistant à la corporatocratie ou organisent leur élimination physique lors d'« accidents » [5].

Perkins résume très bien le rôle des assassins financiers, qui « *constituent un groupe d'élite d'hommes et de femmes qui utilisent les organisations financières internationales pour créer les conditions permettant d'assujettir d'autres nations à la corporatocratie formée par nos plus grandes compagnies, notre gouvernement et nos banques. Comme leurs homologues de la Mafia, les assassins financiers accordent des faveurs. Lesquelles ? Des prêts pour développer des infrastructures : centrales électriques, autoroutes, ports, aéroports ou zones industrielles. Ces prêts sont octroyés à la condition suivante : ce sont des compagnies d'ingénierie et de construction américaines qui doivent réaliser tous ces projets. (...) Bien que l'argent retourne presque immédiatement aux compagnies membres de la corporatocratie (le créancier), le pays récipiendaire doit tout rembourser, capital et intérêts. Si l'assassin financier a bien travaillé, les prêts sont si élevés que le débiteur faillit à ses engagements au bout de quelques années. Alors, tout comme la Mafia, nous réclamons notre dû, sous l'une ou l'autre des formes suivantes : le contrôle des votes aux Nations unies, l'installation de bases militaires ou l'accès à de précieuses ressources comme le pétrole ou le canal de Panama. Évidemment, le débiteur nous doit encore de l'argent... et voilà donc un autre pays qui s'ajoute à notre empire global* » (p.XX).

Dès lors, comment encore accorder une once de crédibilité à cette mondialisation heureuse que l'on nous vante à longueur de temps ? Comment ne pas être écoeuré par le cynisme d'un Paul Wolfowitz, actuel président de la Banque mondiale et membre éminent de la corporatocratie, qui fait de la lutte contre la corruption son nouveau cheval de bataille ? Les résistances qu'il rencontre au sein même de l'institution qu'il dirige semblent montrer que la nouvelle génération d'assassins financiers a du mal à reconnaître sa véritable mission, qui consiste à intensifier l'exploitation des plus pauvres. Une preuve de plus à charge d'institutions internationales qui, sous couvert d'un indispensable multilatéralisme, servent en fait les intérêts d'une minorité de puissants si bien décrite par Perkins.

[1] Ernesto Tenembaum (2005), *Enemigos. Confessions d'un homme clé du FMI*, édition Danger public.

[2] John Perkins (2005), *Les confessions d'un assassin financier. Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis*, édition alTerre.

[3] Stiglitz note par exemple que « les milliards de dollars [que le FMI] fournit servent à maintenir les taux de change à des niveaux insoutenables pendant une courte période, au cours de laquelle les étrangers et les riches peuvent faire sortir leur argent du pays à des conditions plus favorables (grâce aux marchés des capitaux ouverts que le FMI a imposés). Pour chaque rouble, roupie, cruzeiro, les riches des pays obtiennent davantage de dollars tant que les taux de change sont soutenus. Et les milliards du FMI servent souvent aussi à rembourser les créanciers étrangers, même quand la dette était privée. Dans bien des cas, l'endettement privé se trouve, de facto, nationalisé » (Stiglitz, La grande

désillusion, 2002, p.271).

[4] « *Le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. La libéralisation des marchés financiers n'a peut-être pas contribué à la stabilité économique mondiale, mais elle a bel et bien ouvert d'immenses marchés nouveaux à Wall Street (...). Si l'on envisage les mesures du FMI sous cet angle, on comprend mieux son insistance à faire rembourser les créanciers étrangers au lieu d'aider les entreprises nationales à ne pas sombrer* » (Stiglitz, *La grande désillusion*, 2002, p.268-270).

[5] Perkins détaille les expériences d'Omar Torrijos au Panama (qui s'est attiré la colère de puissants intérêts de Washington en obtenant le contrôle du canal de Panama et en s'opposant à la présence de bases militaires américaines sur son sol) et de Jaime Roldós en Équateur (qui a mené campagne contre les grandes compagnies pétrolières) qui ont payé de leur vie leur résistance à « *l'empire global* » en décédant lors de mystérieux accidents d'avion.